



USA : Au-dessus de la loi

Par [Barry Grey](#)

Mondialisation.ca, 18 décembre 2012

WSWS.org

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#), [Loi et Justice](#)

Dans le récent scandale impliquant les activités criminelles des grandes banques, le Département de la Justice américain a annoncé mardi 11 décembre avoir conclu un arrangement s'élevant à 1,9 milliards de dollars (1,5 milliards d'euros) avec la banque HSBC basée en Grande-Bretagne et accusée de blanchiment d'argent sale à une vaste échelle pour les cartels de la drogue mexicains et colombiens.

L'accord a été spécialement conçu pour éviter des poursuites criminelles soit à la banque, la plus grande d'Europe et la troisième du monde, soit à ses hauts dirigeants. Alors même que la banque a reconnu avoir blanchi des milliards de dollars pour les barons de la drogue, ainsi que d'avoir violé les sanctions financières américaines imposées à l'Iran, à la Libye, à Burma et à Cuba, le gouvernement Obama a empêché une condamnation au moyen d'un « accord de poursuite différée. »

L'accord s'inscrit dans la politique du gouvernement américain de protéger les banquiers au sommet de la hiérarchie de toute responsabilité pour des activités illégales qui ont entraîné l'effondrement du système financier en 2008 et introduit une récession mondiale. Pas un seul directeur de grande banque n'a été poursuivi et encore moins emprisonné pour les activités frauduleuses qui ont provoqué la crise actuelle et résulté dans la destruction de millions d'emplois et la destruction des conditions de vie de la classe ouvrière aux États-Unis et de par le monde.

Grâce à la protection de l'État, la frénésie spéculative et l'escroquerie se poursuivent de manière inchangée, garantissant des profits record aux banques et des rémunérations toujours plus grandes, à sept chiffres, pour les banquiers.

Dans un article paru à la Une, le *New York Times* donne un aperçu des discussions internes au gouvernement Obama et qui ont entraîné la décision de ne pas porter d'accusations contre HSBC. Le *Times* a rapporté que les procureurs du Département de la Justice et les services du procureur de district de New York ont recommandé un compromis par lequel la banque serait poursuivie non pas pour le blanchiment d'argent mais pour des accusations moins graves de violation du secret bancaire.

Et, même ceci, semble être excessif pour le gouvernement Obama. Le Département du Trésor, dirigé par l'ancien président de la Réserve fédérale de New York, Timothy Geithner, et le Bureau du contrôleur de la monnaie (Office of the Comptroller of the Currency), agence fédérale de régulation chargée du contrôle des grandes banques dont HSBC, ont bloqué toute poursuite au motif qu'un coup juridique sérieux porté contre HSBC pourrait mettre en danger le système financier.

Qu'est-ce que cela signifie? HSBC, dans sa course au profit, a facilité les agissements des cartels de la drogue qui sont dans le collimateur de la soi-disant « guerre contre la drogue » – une guerre qui est menée par l'armée mexicaine au nom et avec la collaboration de Washington – et au cours de laquelle plus de 60.000 personnes sont mortes. A cela s'ajoute la souffrance humaine causée par le trafic des stupéfiants aux Etats-Unis et à travers le monde.

La banque a été autorisée à payer une amende symbolique – moins de 10 pour cent de ses profits réalisés en 2011 et représentant une fraction de l'argent qu'elle a fait en blanchissant le prix du sang des patrons de la drogue. Entre-temps, les petits revendeurs de drogue et les usagers qui font souvent partie des sections les plus appauvries et opprimées de la population, sont régulièrement arrêtés et enfermés durant des années dans les prisons-goulag américaines.

Les parasites financiers qui continuent à faire tourner le trafic mondial de la drogue et qui se taillent la part du lion de l'argent fait par la dévastation sociale qu'ils causent sont au-dessus de la loi. Comme le dit le *Times*, « certaines institutions financières, devenues tellement grandes et tellement interconnectées, sont trop importantes pour être inculpées. »

Ici l'on a, en bref, le principe aristocratique des temps modernes qui prévaut derrière les atours misérables de la « démocratie. » Les requins voleurs de la finance établissent de nos jours leur propre loi. Ils peuvent voler, piller, et même commettre des meurtres à volonté sans craindre d'avoir à rendre des comptes. Ils consacrent une partie de leur richesse fabuleuse à soudoyer des politiciens, des régulateurs bancaires, des juges et des policiers – du sommet du pouvoir à Washington jusqu'en bas au poste de police local – pour s'assurer que leur fortune est protégée et qu'ils sont soustraits à toute forme de poursuites criminelles.

Le rôle des soi-disant « régulateurs » tels la Réserve fédérale, la Commission de sécurisation des échanges bancaires (Securities and Exchange Commission, SEC) et le Bureau du contrôleur de la monnaie est d'intervenir en faveur des banquiers. Ils sont parfaitement conscients des crimes qui sont commis au quotidien mais ferment en fait les yeux parce que la criminalité est intrinsèque aux opérations de Wall Street et aux profits qu'ils engrangent.

Il existe des preuves que HSBC et d'autres grandes banques ont intensifié leur blanchiment d'argent pour les cartels de la drogue et autres organisations criminelles en réaction à la crise financière qui avait réellement commencé à apparaître en 2007 pour exploser en septembre 2008 avec l'effondrement de Lehman Brothers.

Après un accord « de poursuite différée » identique conclu avec la Wachovia Bank en 2010 pour ses activités de blanchiment d'argent de la drogue, Antonio Maria Costa, qui présidait alors l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, avait dit que le flux d'argent du syndicat du crime avait représenté l'unique « capital d'investissement liquide » disponible aux banques au plus fort de la crise. « Des prêts interbancaires ont été financés par de l'argent venant du commerce de la drogue, » avait-il dit.

Il est indubitable que les régulateurs américains et les dirigeants politiques ont donné leur accord tacite à ces opérations dans le cadre de leur précipitation à mettre Wall Street à l'abri des conséquences de ses propres orgies spéculatives.

Les relations incestueuses entre les régulateurs bancaires et les banques prennent toutes leur ampleur dans le cas d'un autre récent scandale. La semaine dernière, Deutsche Bank a été citée par trois anciens employés dans une plainte déposée auprès de la SEC et alléguant que la banque avait frauduleusement dissimulé 12 milliards de dollars de pertes survenues entre 2007 et 2009.

Le *Financial Times* a fait remarquer en passant que Robert Khuzami, responsable des services d'application des règles au sein de la SEC, s'est récusé de l'enquête parce qu'avant d'occuper son poste à l'agence fédérale, il avait été de 2004 à 2009 le conseiller général de Deutsche Bank pour l'Amérique. En d'autres termes, il était chargé de défendre juridiquement la banque au moment même où, selon les dénonciateurs d'abus, elle était impliquée dans des fraudes comptables.

C'était aussi l'époque où Deutsche Bank et d'autres grandes banques gagnaient des milliards en empoisonnant le système financier mondial avec des titres adossés à des créances hypothécaires toxiques. L'année dernière, la Sous-commission d'enquête permanente du sénat (Senate Permanent Subcommittee on Investigations) a consacré aux activités frauduleuses de Deutsche Bank 45 pages d'un volumineux rapport sur le krach financier.

Le rapport a constaté que l'opérateur de renom au sein de la banque pour les CDO (obligations adossées à des actifs, collateralized debt obligations) avait qualifié les valeurs que vendait la banque de « déchets » et de « cochonneries » en désignant le système bancaire des opérations de CDO de « chaîne de Ponzi. »

Qu'un tel personnage soit chargé du contrôle des banques n'a rien d'étonnant. En fait, l'homme qui a recommandé que le gouvernement Obama attribue le poste à Khuzami, Richard Walker, actuel conseil principal de Deutsche Bank, avait lui-même été un ancien chef des services d'application des règles au sein de la SEC.

En juin dernier, lorsque le directeur général de JP Morgan Chase, Jamie Dimon, avait témoigné devant le Sénat sur les pertes non déclarées d'au moins 5 milliards de dollars, il y avait, assis derrière lui, Stephen Cutler, le conseil principal de la banque, qui avait obtenu ce poste après avoir été le responsable d'application des règles au sein de la SEC.

Ces écuries d'Augias du crime et de la corruption qui impliquent toutes les institutions officielles du capitalisme américain ne peuvent pas être réformées. La mainmise de l'aristocratie financière sur la vie économique ne peut être brisée que par la mobilisation de masse de la classe ouvrière afin d'exproprier les banquiers et de placer les grandes banques et institutions financières dans le giron public et sous contrôle démocratique.

Barrey Grey

Voir aussi:

[Des banquiers sans foi ni loi](#)

[16 août 2012]

Article original, [WSWS](#), paru le 14 décembre 2012

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Barry Grey](http://wsws.org), wsws.org, 2012

Articles Par : [Barry Grey](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca